



Pour ne plus subir ! Pour agir ! Je me syndique à la CGT !

**Compte-rendu de la réunion entre
l'intersyndicale, le Préfet, les
représentants du ministère de
l'économie et des finances et la
direction locale de FAI**

<http://cgt-ford.com> - Jeudi 1er février 2018



jeudi 1er février - durée 1h pile (10h30 - 11h30) lieu salle Lobby (usine FAI)

Présents :

Le Préfet (qui a dirigé la réunion !), le délégué ministériel JP.Floris assisté de 2 représentants du cabinet ministériel, le CO-DIR au complet tout habillé de noir (les 8 directeurs), les communicants R.Especel de FAI et Mr Gallic de Ford France, les syndicats CFE-CGC (2), FO (2), CFTC (2), CFDT (2), CGT (2) + le secrétaire du CE.

Le Préfet propose que l'intersyndicale fasse une déclaration pour lancer la réunion, ce que nous faisons (voir affichages et site internet), lecture d'un texte qui exprime à la fois la satisfaction de la tenue de cette rencontre et notre méfiance toujours plus forte des dirigeants de Ford, de leur silence, de leur opacité dans leurs intentions, avec demande de l'intervention de l'État au plus haut niveau, exigence de trouver des solutions rapidement pour le maintien de l'usine et des emplois.

Le Préfet et le délégué ministériel expliquent leur méthode, leur volonté de transparence totale envers tout le monde, y compris des syndicats, ils veulent qu'on ait tous le même niveau d'information. Importance d'avoir des rencontres régulièrement, d'où la tenue de cette réunion alors que le Comité de suivi était annulé.

Ils précisent aussi leur objectif qui est celui d'assurer la sauvegarde du site, le maintien des emplois et donc de convaincre Ford de rester. Ils savent qu'il y a un danger, celui que Ford décide de partir. Mais ils cherchent à discuter, à mettre la pression, ils parlent d'un rapport de force. Ils disent que l'usine a tous les arguments pour s'en sortir. Ils ont bien compris que nous étions capables, compétitifs (c'est Ford et eux qui le disent !), que l'usine est importante d'un point de vue historique, pour la région, que le secteur automobile c'est important pour le gouvernement, important aussi en rapport avec les nombreuses aides publiques depuis des années. Pour le gouvernement Ford est clairement un dossier important.

Le Préfet donne la parole à JP Floris qui exprime clairement le mécontentement du gouvernement à l'égard de l'attitude de Ford, il précise en regardant la direction locale "ne le prenez pas mal, je suis satisfait de la visite de l'usine mais ..." il dénonce le report du Comité de Suivi, dénonce le retard pris dans les annonces, dans les décisions, il parle d'impolitesse, il se dit "irrité", il dit que c'est incompréhensible de la part d'une multinationale comme Ford d'être aussi opaque concernant l'avenir de l'usine. Il dit avoir posé à plusieurs reprises la question aux dirigeants "est-ce que Ford oui ou non a pris la décision de fermer l'usine ?" Pas de réponse des dirigeants ! Ils disent juste "on fera tous les efforts" ce qui est largement insatisfaisant pour le gouvernement. Il précise que le Ministre est intervenu personnellement par téléphone et une demande officielle a été faite pour une rencontre Ministre et Armstrong le n°1 de Ford Europe mais aussi avec le dirigeant américain Hackett.

Ils ont expliqué leur façon de préparer la suite. Ils disent demander à Ford de répondre rapidement sur l'étude de faisabilité mais aussi sur la décision d'engagement qui doit aller avec. Le Ministre et le gouvernement disent vouloir avoir l'information d'abord et en fonction se donner un moment pour gérer la suite, ils disent nécessaire de garder l'info "secrète" ce moment pour faciliter les éventuelles négociations avec Ford, surtout si la décision n'est pas la bonne. Ils précisent encore que l'objectif est bien la pérennité de l'usine, sachant que c'est loin d'être garanti. C'est pour cela qu'ils parlent de pression, de rapport de forces, disant même que nous les syndicats savons de quoi ils parlent, à savoir qu'il est important de mettre la pression.

Le préfet a résumé disant que l'objectif était la mobilisation à tous les niveaux de l'État. Pour lui comme pour le gouvernement, il ne s'agissait pas d'organiser un prochain Comité de suivi dans lequel Ford ne s'engagerait pas et repousserait encore un peu plus sa décision. ils se méfient des leurres, des fausses bonnes nouvelles, ils disent que le problème c'est la pérennité sur le long terme, que c'est une vraie activité qui prépare en même temps la reconversion électrique par exemple. Donc le problème n'est pas seulement un bout de production en plus mais bien de s'engager sur une politique industrielle à long terme. Ils ont reconnu que l'usine avait toutes les qualités, qu'il y avait l'espace, les moyens, les compétences, et tout et tout. En fait par moment ils parlaient comme nous ! Du coup nous n'avions pas grand chose à rajouter.

Bilan à chaud : c'est vrai que nous ne sommes quasiment pas intervenus. Pour nous les choses étaient dites dans notre déclaration initiale, les représentants de l'État ont été clairs, ils ont dit et repris l'essentiel de ce que nous mettions en avant. Ils semblent décidés à pousser, à mettre la pression sur Ford, à vouloir convaincre pour assurer la continuité de l'activité et le maintien des emplois. Tant mieux. Un bon point d'appui pour nous. mais nous le redisons, cela ne veut pas dire qu'il nous faut attendre patiemment sans rien faire, au contraire nous devons nous aussi dire les choses haut et fort, participer à la défense des emplois, à nous mobiliser ensemble avec les autres syndicats, toutes catégories confondues, ouvriers, employé(e)s, cadres ... Si l'État et nous salariés avons semble-t'il un intérêt commun, alors agissons et poussons ensemble avec le même objectif, celui que Ford doit s'engager dès maintenant pour l'avenir.